RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère délégué auprès du ministère
des finances et des comptes publics,
chargé du budget

Arrêté PROVISOIRE du []

**fixant les listes de fonctions à l'Établissement public de l'Opéra national de Paris sous
tutelle du ministère de la culture et de la communication prévues aux articles R. 2124-65 et
R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques pouvant ouvrir droit à
l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une
convention d'occupation précaire avec astreinte**

NOR : [...]

**Le ministre délégué auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé
du budget et la ministre de la culture et de la communication,**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles
R. 2124-65 et R. 2124-68 ;

Vu le décret du 26 août 2014 relatif à la composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de
logement ;

Vu le décret n° 2013-651 du 19 juillet 2013 modifiant le décret n° 2012-752 du 9 mai
2012 ;

Vu le décret n° 2007-64 du 17 janvier 2007 modifiant le décret n° 94-111 du 5 février
1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par
nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte ;

Arrêtent :

EPIC Opéra national de Paris (École de danse de Nanterre)

Article 1^{er}

Pour l'application de l'article R. 2124-65 du code susvisé, les fonctions pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par **nécessité absolue de service** sont les suivantes :

Fonctions	Département	Ville	Site	NB postes
Fonction 5 : Gardiennage - sécurité	Hauts de Seine (92)	Nanterre	ONP École de danse	2
Sous-total fonction 5				2
ENSEMBLE				2

Article 2

Nature concession	NAS	COP/A
Total	2	-

Article 3

Le directeur général des finances publiques au nom du ministre chargé du domaine et la ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris le [].

Le ministre délégué
auprès du ministre
des finances
et des comptes publics,
chargé du budget,

La ministre de la culture
et de la communication,